



Mobiliser pour le logement au Québec : pratiques et dynamiques organisationnelles

Journée d'étude – 13 octobre 2023

Centre Urbanisation Culture Société (INRS, Montréal)

CRACH¹-CAPED²-VRM³

Cette année 2023 s'annonce riche en commémorations pour le milieu de la défense collective des droits en matière de logement au Québec. Les deux principaux regroupements nationaux (FRAPRU et RCLALQ) fêtent leur 45^e anniversaire et l'un des plus anciens groupes de Montréal, le Comité logement du Plateau Mont-Royal, est à la veille de son demi-siècle d'existence. En fait, depuis la fin des années 1970, les organisations investies dans les différentes luttes autour du logement ont connu une remarquable stabilité (Bergeron-Gaudin 2017, Saillant 2018, Dufour et Ancelovici 2019), favorisée par le soutien financier continu et la consolidation d'une logique de concertation avec l'Etat. En même temps, la question du logement est celle qui a soulevé le plus d'actions conflictuelles dans les années 1980 et 1990 (Fontan, Hamel et Morin 2012). Ainsi, l'institutionnalisation relative des groupes de défense du droit au logement n'a fait disparaître ni les pratiques contestataires ni l'ambition de « construire un rapport de forces avec l'Etat » (Saillant 2012, 30).

Les actions du milieu de la défense du droit au logement au Québec ont inspiré de nombreux travaux de recherche, que l'on pourrait organiser autour de deux grandes thématiques : d'un côté, l'émergence et évolution du champ multi-organisationnel de lutte pour le logement; d'un autre côté, les phénomènes contre lesquels les organisations se mobilisent.

Les plus anciens travaux de la première catégorie appréhendaient les comités citoyens des années 1960 et les comités logement proliférant à partir des années 1970 comme des mouvements sociaux urbains révélateurs des contradictions du capitalisme (Castells 1972, McGraw 1978, Hamel et Léonard 1980, Choko 1980, Hamel 1983). Dans les travaux plus récents s'intéressant à la trajectoire des organismes militant pour le droit au logement, leur évolution est rapprochée à celle du mouvement communautaire au sens large, qui est né sous la forme d'un mouvement populaire et s'est institutionnalisé par l'entremise du financement, la salarisation et l'établissement d'ententes de provision de services (Breault 2014, Bergeron-Gaudin 2017, Bergeron-Gaudin, Chicoine et

¹ Collectif de Recherche et d'Action sur l'Habitat : www.crach.ca

² Collectif de recherche Action Politique et Démocratie : www.capedmontreal.com

³ Villes Régions Monde : www.vrm.ca



Dufour 2020). La particularité du milieu communautaire de défense du droit au logement serait quand même d'avoir fait de la « coopération conflictuelle » (White 2012) le mode caractéristique d'interaction avec l'Etat. Nombreux sont aussi les travaux qui abordent l'action des organismes de défense collective du droit au logement plutôt par le biais des phénomènes auxquels ceux-ci s'attaquent : l'exclusion résidentielle des personnes âgées et migrantes (Simard 2017, Reiser 2020), le logement insalubre (Goyer 2017) ou encore la gentrification des quartiers populaires (Guay et Megelas 2021, Ancelovici 2023 –à paraître).

Ces deux ensembles de travaux sont complétés par des témoignages de personnes engagées (Simoneau 1977, René et Panet-Raymond 1984, Bennett 1994, Saillant 2012, Saillant 2018) et par la littérature (co)produite par les organismes eux-mêmes, portant sur leur propre trajectoire (RCLALQ 2018) ou sur les problèmes qui minent le droit au logement. Cette littérature est tellement foisonnante qu'il est impossible de la citer de façon exhaustive.

Cependant, les dynamiques organisationnelles des groupes mobilisés pour le logement ont été moins explorées, à l'exception de quelques travaux qui abordent des enjeux de démocratie interne et de représentativité (Breault 2017, Dufour, Bergeron-Gaudin et Latendresse 2020, Rutland 2021). La rareté des recherches sur le travail politique réalisé à l'intérieur des groupes (travail de mobilisation, de construction discursive, de définition stratégique et d'élaboration tactique, etc.) et les conditions dans lesquelles ce travail se fait est d'autant plus paradoxale que les publications militantes font le constat, déjà depuis les années 1980, des difficultés à mobiliser davantage autour du logement (Patenaude 1980, Saillant 2012).

Mais cet angle mort dans la recherche sur les dynamiques de mobilisation autour du logement est loin d'être propre au Québec. Depuis la crise financière de 2008, les références aux mobilisations pour le droit au logement et contre les expulsions dans les travaux de géographes et d'urbanistes se sont multipliées. Dans la plupart des travaux, pourtant, elles sont souvent prises pour acquies ou assimilées à des formes de « résistance » découlant automatiquement de la crise (Annunziata and Rivas 2018, Fields 2014, González 2016, Lees et al 2018, Newman and Wyly 2006). Tel que signalé par Brown-Saracino (2016: 223), “systematic examination of these acts of resistance remains limited, with more attention devoted to sentiments of resistance than to protests and organizing”, ce qui l'amène à plaider pour “the application of a social movements framework” (idem).

L'objectif de cette journée d'étude est précisément de contribuer à combler ce vide, tout en explorant les pratiques organisationnelles et le travail politique fait au sein des groupes mobilisés pour le logement, considérés dans toute leur diversité organisationnelle (comités logement et autres collectifs ou réseaux militants moins formalisés). Pour cela, nous invitons des chercheurs et chercheuses à soumettre des propositions de communication portant sur les thématiques suivantes:



- 1) **Qui se mobilise pour le logement ?** En dépit de la précarisation des conditions d'accès et de maintien du logement pour de larges pans de la population, les actions protestataires autour de ces enjeux attirent moins de personnes que d'autres causes (à l'instar de celle pour la justice climatique, par exemple). Qui participe aux protestations ? Comment s'explique le niveau de mobilisation ? Par le travail de mobilisation réalisé par les groupes (comités logement ou autres) ? Par les caractéristiques des personnes qui font face à des difficultés en matière de logement ? Comment se fait concrètement le travail de mobilisation et quels facteurs le conditionnent ? Comment les ressources (l'accès à des ressources ou la privation de ressources) influencent la mobilisation ? Comment les enjeux de l'action communautaire autonome influencent le travail de mobilisation ? Quel effet de l'individualisation induite par l'encadrement juridique d'enjeux tels que les expulsions ? Comment les formes concrètes d'organisation et de structuration des groupes influencent la mobilisation ? Est-ce que le contexte politique (diversité de paliers gouvernementaux) a des effets sur la mobilisation ?

- 2) **Quels enjeux de représentation dans les mobilisations pour le logement ?** Au Québec, les comités logement s'adressent à un sujet détenteur de droits qui est le « locataire ». Cela s'explique notamment par l'encadrement juridique formel des relations propriétaires-locataires. Or, l'expérience locative ne peut, par définition, épuiser toutes les formes potentielles de précarité résidentielle, en raison de la diversité de formes de relation à l'habitat (itinérance, squattage, surpeuplement...). En plus, l'expérience de la précarité résidentielle est traversée, amplifiée, par d'autres rapports de domination (Emperador Badimon 2022). Tel que l'indique Ted Rutland en mobilisant des approches intersectionnelles et décoloniales, « a tenant is never just a tenant, and other aspects of a tenant's social position, including their racial background, can greatly affect their relationship to property » (2021, 6). Comment se manifestent ces enjeux de représentation et d'inclusion des expériences diverses de l'insécurité résidentielle au sein du mouvement pour le logement dans ses diverses expressions organisationnelles ? Dans quelle mesure les structures légales (Code civil, TAL, etc.) façonnent ou contraignent le travail de représentation réalisé par les différents acteurs collectifs de défense du droit au logement ?

- 3) **Construire un rapport de force avec l'adversaire : mode d'emploi.** Les groupes mobilisés pour le logement, qu'ils soient plus ou moins formels, cherchent en partie à mobiliser pour construire un rapport de force avec les différents paliers gouvernementaux leur permettant d'infléchir les politiques et décisions influençant le champ du logement. Eventuellement, les actions peuvent viser des acteurs du marché immobilier. Comment les cibles sont-elles choisies ? Quel type de travail politique est réalisée exactement pour avoir un impact ? Comment les différentes modalités d'action, ou le répertoire tactique disponible, affectent la capacité d'influence du mouvement pour le droit au logement ? Quelles



conditions entourent les choix tactiques fait par les groupes ? Quelles sont les limites confrontées par ces groupes dans la construction de ces rapports de forces ?

Nous souhaitons pour cette journée d'étude réunir des chercheuses et chercheurs basés à Montréal et au Québec. Nous vous invitons à soumettre une proposition de communication même si vos recherches portent sur des mobilisations pour le logement autres que québécoises.

Si la participation à cette journée d'étude vous intéresse, merci de contacter montserrat.emperadorbadimon@inrs.ca et d'envoyer une proposition de communication (1 page, environ 3.500 caractères, bibliographie et espaces compris) **avant le 10 avril 2023**. Elles seront examinées par le Comité scientifique (Marcos Ancelovici, Hélène Bélanger, Catherine Cliche, Montserrat Emperador Badimon, Benoît Frate, Chloé Reiser, Ted Rutland, Sophie Van Neste et Tamara Vukov), qui reviendra vers vous fin avril 2023. Les propositions de communication doivent indiquer la problématique, la méthodologie et les données mobilisées, voire les principaux résultats, qui seront présentés lors de la journée d'étude.

Après la journée d'étude, le Comité scientifique évaluera la pertinence et la viabilité d'une publication tirée des communications.